



jack.brouard@wanadoo.fr

Contribution de Jacques BROUARD

Développement du territoire et lutte contre le chômage : Agir pour "des territoires zéro chômage longue durée"

Nous avons entendu, lors d'une séance du conseil de développement du 22 février, l'analyse du journaliste Dominique LUNEAU sur la situation économique en Loire Atlantique.

Nous avons apprécié, comme chaque année, la synthèse de ses propres observations. En 2016, elles apparaissaient, globalement pour notre département, relativement optimistes dans de nombreux domaines d'activité, ce qui, dans la période actuelle, ne peut que nous aider à contrebalancer la morosité ambiante.

Mais justement, à propos de cette morosité ambiante, le taux de chômage toujours excessif que subit une part importante de nos concitoyens ne reste-t-il pas une énorme "épine" dans l'imaginaire collectif ? Ne sape-t-il pas en grande partie toute confiance en une société dynamique, vivable et durable ?

Plus précisément, la croissance du taux de chômage de longue durée ne plombe-t-elle pas la dynamique sociale, l'envie d'entreprendre, la confiance dans un consensus social assurant la "sécurité sociale" de tout un chacun pour vivre simplement à partir de ses compétences acquises par l'expérience de la vie et du travail accompli, et cela quel que soit le niveau de celles-ci ?

Ne devrait-on pas, de manière volontariste et systématique, relier le développement de l'activité sur un territoire à la re-mobilisation prioritaire de ceux et celles qui, peu à peu, voient leurs compétences passées se détériorer et devenir obsolètes ?

Il y a là en effet non seulement un gâchis économique à laisser sous-employées toutes ces ressources humaines mais aussi un ressort social inexploité par méconnaissance de ce qui peut rendre vraiment dynamique et fière d'elle une population quand elle se voit capable de se mobiliser elle-même sur son propre territoire pour qu'aucun de ses concitoyens ne soit relégué à l'inactivité subie, à une solitude source de dépressions, de ressentiments, de colères irrationnelles envers tous les boucs émissaires.

Contrairement à ce qui est souvent ressenti par qui n'est pas personnellement touché par le chômage, nous sommes pourtant tous concernés par les effets pervers de ce sous-emploi, même si nous ne voulons pas vraiment le savoir.

La mobilisation et la préservation de toutes les ressources humaines (les personnes donc !) ne sont-elles pas aussi nécessaires que la préservation de notre environnement ?

"La maison brûle mais nous regardons ailleurs !" s'exclamait jadis Jacques Chirac à ce propos. Ne pourrions-nous pas, par analogie, affirmer aujourd'hui face à toutes les indifférences et la montée des individualismes depuis des décennies : "les bases mêmes de notre consensus social se délitent et nous regardons ailleurs !" ?

Bien entendu, il est faux de laisser entendre que rien n'est fait pour relier création d'activité et emplois locaux et comme le sous-entendait Dominique Luneau (sans trop, à mon avis, avoir suffisamment zoomé dans ce domaine), il existe déjà ici ou là des innovations et des dispositifs qui peuvent relier acteurs du territoire et mobiliser des personnes en attente d'une réelle demande de leurs compétences.

Je ne parlerai pas de tous les dispositifs existants et financés par les pouvoirs publics : sans doute font-ils au mieux pour proposer des liens entre la formation et l'emploi (notamment par l'alternance pédagogique). Ni des diverses initiatives d'associations qui luttent de manière très personnalisée contre la solitude des personnes privées d'emploi en les accompagnant bénévolement dans leur quête. (Solidarités face au chômage, Un tuteur un emploi etc....).

Propositions

Je voudrais seulement privilégier ici ce niveau à la fois local et collectif, incarné dans des volontés d'acteurs du territoire tous conscients et d'accord pour cibler le chômage, à commencer par celui de longue durée, avec l'objectif de l'éradiquer de manière prioritaire sur leur territoire.

À ce sujet, une initiative toute récente a été relatée dans la presse locale (cf. Ouest France du vendredi 26 février). Il s'agit du projet "Territoire zéro chômeur longue durée" qui va se répartir à titre expérimental sur 7 territoires en France métropolitaine pour environ 2 000 demandeurs d'emploi longue durée. Derrière ce projet expérimental qui a été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale et le Sénat en ce début d'année 2016, il y a un angevin, Patrick Valentin, lui-même créateur de la fondation "Entreprendre par la Solidarité".

Ne pourrait-on pas l'inviter au Conseil de développement pour nous parler concrètement de ce projet, certes expérimental pour l'instant, mais qui, s'il était généralisé, pourrait concerner tout territoire dont le notre ? La seule condition, c'est que, tout en respectant la volonté et la dignité des demandeurs d'emploi, des acteurs politiques, économiques et associatifs cherchent à répondre à de réels besoins non pourvus sur le marché tout en se sentant suffisamment motivés pour éradiquer "ici et maintenant" ce double fléau que subissent les chômeurs quand ils deviennent de surcroît de longue durée.

Plus localement, d'autres initiatives ou structures existent pour développer la création d'activités ou plus généralement créer les synergies entre offres de compétences et mobilisation de ces compétences. Par exemple, les organismes liés à la création d'entreprise ou encore les divers salons qui, comme le forum OUEST activités prévus le 16 juin prochain à REZE, peuvent réunir dans un même lieu des milliers de personnes concernées par la création d'activités. Peut-être pourrions-nous profiter de l'expertise des responsables de telles structures pour comprendre les mécanismes facilitant ou limitant la dynamisation des personnes qui, malgré leurs aspirations, n'arrivent pas à trouver place, et par là même parfois, dignité dans notre société ?